Marchés de l'ONU

Octobre 2006

© MINEFI – DGTPE

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Achats de l'ONU

Auteur
julien.ravalaiscasanova@missioneco.org

[1] Le ***United Nations Procurement Service*** **(UNPS)**[1] est responsable des achats de biens et services pour le siège des Nations Unies à New York, les opérations de maintien de la paix (OMP), les Commissions régionales et Tribunaux internationaux, et les missions spéciales. Premier acheteur des Nations Unies derrière le Programme Alimentaire Mondial, UNPS assure 18,5% des commandes de l'ONU en 2005 soit 1,55 milliards USD.
http://www.un.org/Depts/ptd/

2 http://www.un.org/Depts/ptd/pdf/supplier_code.pdf

3 http://www.ilo.org/

4 Le Pacte Mondial

Site du Pacte Mondial :
http://www.un.org/french/globalcompact/
On compte désormais 2500 entreprises membres (dont 409 françaises) de plus de 90 pays.

Pour plus de détails sur le Pacte Mondial, Cf. le numéro de la revue "Marché de l'ONU"de mai 2006:
http://www.missioneco.org/etatsunis/documents_new.asp?V=7_PDF_120686

Le code de conduite des fournisseurs de l'ONU

Dans le cadre de la réforme des achats des Nations Unies, le Service des achats (UNPS[1]) vient d'achever la rédaction d'un **code de conduite des fournisseurs**. Ce Code s'inscrit dans le cadre d'un programme d'information destiné à aider le personnel et les fournisseurs de l'ONU à comprendre clairement ce qui est attendu d'eux. L'application effective du code de conduite des fournisseurs est un moyen, pour l'ONU, de préserver l'intégrité dans ses activités de passation de marchés. Il importe donc que les fournisseurs de l'ONU soient pleinement informés des dispositions et de l'application du Code affiché sur le site Web d'UNPS[2].

Pour travailler avec les Nations unies les sociétés doivent respecter les conventions internationales et les règles fondamentales du droit du travail…

Le code de conduite des Nations Unies liste les conditions minimales que les fournisseurs de l'ONU doivent respecter pour travailler avec les Nations Unies. Il rappelle que chaque fournisseur doit se conformer à la Charte des Nations Unies protégeant les droits fondamentaux, la justice sociale et la dignité humaine. Par ailleurs, les conditions de travail des salariés doivent être conformes aux prescriptions de **l'Organisation internationale du travail**[3]. En effet, outre le respect de la liberté syndicale, le refus du travail forcé et du travail des enfants ainsi que de toutes formes de discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe ou les opinions politiques, la rémunération des salariés des fournisseurs de l'ONU doit être juste, les heures supplémentaires payées, **le temps de travail ne devant pas excéder 60 heures par semaine**. Par ailleurs, les fournisseurs des Nations Unies ne peuvent pas être des sociétés participant à la fabrication de mines anti-personnel et doivent **respecter les règles élémentaires de protection de l'environnement**. Les sociétés utilisant des produits chimiques dans leur activité par exemple, ont l'obligation de s'assurer du recyclage de ces produits ainsi que de celui des eaux usées. Les émissions de gaz doivent également être contrôlées et réduites au minimum. Chaque fournisseur de l'ONU doit respecter le droit du pays dans lesquels il est implanté et ne peut pas se livrer à des pratiques de corruption ou de fraude...

… et s'engager avec l'ONU à améliorer les pratiques en matière d'achats

Dans le code de conduite des fournisseurs, les Nations Unies rappellent qu'elles attendent une grande collaboration de leurs fournisseurs. Ces derniers sont ainsi encouragés à participer au Pacte mondial (Global Compact), initiative lancé par Kofi Annan visant à développer la collaboration entre le secteur privé et l'ONU dans le but de faire émerger la responsabilité sociale de toutes les entreprises[4]. Dans le même sens, les Nations Unies incitent les sociétés à

5- Toutes les questions et remarques relatives à l'application du Code de conduite des fournisseurs doivent être adressées au chef du service des achats: buades@un.org

communiquer toutes les actions qu'elles prennent pour améliorer leurs pratiques en matière d'achats. Elles sont même invitées à apporter des suggestions sur l'application et la pertinence de ce Code. L'ONU attend également de ses fournisseurs qu'ils lui **révèlent tout conflit d'intérêt qui apparaitrait avec certains membres du personnel des Nations Unies et pourrait affecter la réalisation d'un contrat.** Dans le même temps, l'ONU se réserve le droit de venir inspecter ses fournisseurs pour évaluer leur respect du Code. **Appliquer ces principes est une condition indispensable pour travailler avec les Nations Unies**. Le code de conduite des fournisseurs fait partie des règles qu'une entreprise s'engage à suivre lorsqu'elle remporte un contrat avec les Nations Unies. En cas de litige, tout manquement pourra être utilisé à l'encontre du fournisseur par l'ONU[5].

Actualité des agences

Auteur
julien.ravalaiscasanova@missioneco.org

Siège du PAM :
Via Cesare Giulio Viola, 68/70, Parco de Medici, 00148 Rome, Italie.
Tél : (39) 0665132504
Fax : (39) 0665132891
Site Internet : www.wfp.org
Email : wfpinfo@wfp.org

Le Programme alimentaire mondial (PAM) ouvre de nouvelles bases logistiques pour augmenter sa capacité d'intervention d'urgence

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé, le 4 octobre 2006, lors du sommet sur le développement humanitaire de Nairobi, le lancement d'un nouveau réseau d'entrepôts de fournitures afin augmenter sa capacité d'intervention internationale. **Ce réseau comprendra des dépôts d'aide humanitaire à Accra, à Dubaï, au Panama, en Malaisie et à Brindisi** et devrait ainsi être en mesure de mieux répondre aux urgences humanitaires dont le nombre et la gravité ont augmenté ces dernières années.

Faire face aux urgences humanitaires et atteindre les populations affectées le plus vite possible…

Avec des centres stratégiques en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine, ce réseau est conçu pour faire face aux urgences humanitaires frappant simultanément. Il y a un an, par exemple, au Guatemala, des milliers de personnes ont été victimes de l'ouragan Stan et à peine quelques jours plus tard, le Pakistan a été touché par un tremblement de terre massif. Selon M. Ramiro Lopes da Silva, Directeur des achats et des transports du PAM le *« nombre croissant de catastrophes naturelles oblige les agences humanitaires à être mieux préparées et mieux équipées afin d'atteindre les populations affectées aussi rapidement que possible »*. En étant présents dans différents lieux stratégiques du monde, le PAM augmente ainsi considérablement sa capacité à venir en aide à ceux qui en ont besoin.

Sur le modèle de la base logistique de Brindisi

Fondé sur le modèle des entrepôts de fourniture humanitaire des Nations Unies (UNHRD) à Brindisi en Italie, chaque centre de transit stockera les approvisionnements stratégiques en marchandises et équipements d'urgence, prêts à être transportés dans un délai de 24 à 48 heures par voie aérienne ou maritime. Établie en juin 2000 et contrôlée par le PAM, **la base de Brindisi** en Italie a fourni une aide précieuse aux agences de l'ONU, aux gouvernements et aux ONG. Au cours des six dernières années, le soutien logistique de la base de Brindisi a démontré une différence significative dans la vitesse et l'efficacité de l'acheminement de l'aide d'urgence lors de crises telles que le tsunami de l'Océan Indien, le tremblement de terre en Iran, les conflits en Afghanistan, au Darfour et lors des récents événements au Liban. En répartissant ses approvisionnements autour de la planète, le PAM pourra indubitablement aider les populations plus rapidement et plus

efficacement.

Depuis sa création en 2000, la base à Brindisi a été fortement soutenue par le gouvernement italien**. Dans le même sens, de nombreux gouvernements et institutions ont apporté leur contribution, financière ou en nature, à ce nouveau réseau du PAM**, dont des ONG telles que l'Agence Suédoise des Services de Secours (SRSA) et Solidarity, une ONG grecque. TNT, société de logistique et de transport express international et partenaire du PAM, participe également en accueillant temporairement le programme dans ses entrepôts au Ghana.

Vendre à l'ONU

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

Avec 172 pays contributeurs en 2005, dont tous les pays d'Afrique subsaharienne, le Fonds des Nations Unies pour la population[1] est la plus importante source de financement mondial des programmes démographiques et de santé reproductive : contrôle des naissances, santé de la reproduction, éducation et prévention du sida... En 35 ans, le Fonds a fourni aux pays en développement pour plus 6 milliards USD d'aide. Le soutien au mandat de l'UNFPA a, en ce sens, été réaffirmé lors du Sommet mondial de 2005, où le plus grand nombre de dirigeants mondiaux jamais assemblés s'est engagé à assurer l'accès universel aux soins de santé en matière de procréation d'ici 2015.

Le FNUAP travaille dans **140 pays**, et emploie un millier de personnes dont le quart est basé au siège à New York. Ses ressources ordinaires se sont élevées 365,8 millions USD en 2005, contre 327,7 millions USD en 2004. Cette somme comprend 351,2 millions de dollars de **contributions volontaires** des pays donateurs, auxquels s'ajoutent des **contributions privées du Mars Trust et de la Campagne 34 millions d'amis**[2], 6,3 millions USD de revenus en intérêt et 8,3 millions USD de revenus d'autres sources. Ses **principaux contributeurs** ont été en 2005 les Pays-Bas (76 millions USD), la Suède (49 millions USD), la Norvège (38 millions USD), le Japon (37 millions) et la Grande-Bretagne (36 millions). La **France** a, pour sa part, donné 3,3 millions USD en contributions volontaires au FNUAP en 2005. L'Union Européenne totalise plus de la moitié des contributions. **Les Etats-Unis** ne soutiennent pas le Fonds pour des raisons politiques liées au droit à l'avortement mais ont été le **premier fournisseur en 2005...**

Ce qu'achète le FNUAP

Les achats du FNUAP en **volume** suivent une **tendance globale à la hausse**. C'est le 6eme acheteur des Nations Unies avec plus de 3% du total des achats. En 2005, le FNUAP a dépensé pour 253,5 millions USD en biens et services, notamment des **contraceptifs** dont il est **le plus gros acheteur au monde**. Les contraceptifs représentent **32 ,6% de l'approvisionnement** du FNUAP, les services 27,9%, les équipements médicaux 7.7%, les véhicules 3,6% et les produits pharmaceutiques 2.3%. Sur les 82,6 millions USD dépensés en 2005 en produits contraceptifs, 35,4% étaient des produits injectables, 32,7% des pilules et 27% des préservatifs (féminins et masculins). Les **achats** effectués via le **siège** du FNUAP à New York et surtout le bureau de Copenhague représentent **58,2% de l'approvisionnement** total du Fonds, le reste étant acheté par les bureaux locaux, qui disposent de leur propre budget. Une grande partie des produits achetés approvisionnent un stock d'urgence[3] utilisé en cas de crise humanitaire telle que celle survenue lors du Tsunami asiatique.

Le principal fournisseur du FNUAP a été en 2005 les Etats-Unis (13,7% des

Auteur
julien.ravalaiscasanova@missioneco.org

[1] ***United Nations Population Fund, UNFPA*** **en anglais**www.unfpa.org

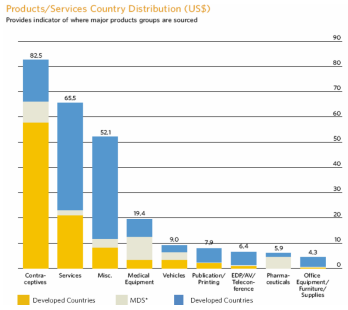
Adresse : *United Nations Population Fund* (UNFPA), 220 East 42nd Street
New York, NY 10017, Etats-Unis
• Procurement Service Section (Siège) :
Tél : +1 (212)297 5384 –
Fax : +1 (212) 297 4916
• (UNFPA Procurement Service Section (Danemark):
Midtermolen 3,P.O. Box 2530
2100 Copenhagen, Denamark
Tél : +45 35467018
Fax: +45 3546 7018

[2] Campagne de collecte de fonds pour aider l'institution à protéger la vie des populations, particulièrement des plus vulnérables, les femmes et les enfants. Le but est de suppléer à l'apport public du gouvernement américain en mobilisant des ressources financières estimées à 34 millions de dollars, auprès des citoyens américains, en faveur du FNUAP

[3]**Le programme *Global Contraceptive Commodity* (GCCP),** mis en place depuis 1996, est un système permettant au FNUAP de maintenir des stocks de contraceptifs et de kits de santé reproductive destinés aux situations d'urgence. Ces kits d'urgence sont stockés en Hollande par une société privée qui assemble les kits (en achetant les composants auprès d'autres fournisseurs) et les garde en stock pour le FNUAP. Informations sur le GCCP auprès de Thidar Myint à myint@unfpa.org (CD rom gratuits disponibles en français et en anglais).

achats du FNUAPS), devant les Pays Bas (10,5%) la Belgique (9,4%), le Pérou (7,6%) et l'Inde (5.5%). La part de la France a été de 0,36%. Le Fonds a attribué **49%** des contrats à des sociétés basées dans les pays en développement, pour plus de 124 millions USD en 2005, notamment pour l'achat de services et de contraceptifs[4]. L'équipement médical et audio-visuel ainsi que les produits pharmaceutiques étant principalement achetés dans les pays industrialisés.

[4] Répartition des achats de biens et services entre pays développés et pays en développement



Comment travailler avec le FNUAP

Tenu d'utiliser une procédure de mise en concurrence minimale pour ses achats, le FNUAP n'est pas obligé d'avoir recours à la compétition ouverte : les **appels d'offres publics internationaux** sont **rarement utilisés** et le Fonds a en pratique souvent recours à une **compétition limitée**, ouvrant les appels d'offres aux seuls fournisseurs pré-qualifiés. **Entre une demi-douzaine et** une **douzaine de sociétés sont** généralement **invitées** à soumettre une proposition. Les sociétés souhaitant vendre au FNUAP doivent donc **demander leur enregistrement en ligne[5] ou par courrier, ou passer par le module commun d'UNGM[6]**. Si l'entreprise est approuvée, elle sera inscrite au registre des fournisseurs pouvant ainsi être consultés lors des lancements d'appels d'offres.

L'inscription de la société sur ce registre **est suffisante** pour vendre au FNUAP des services et produits **autres que les contraceptifs et l'équipement médical**. En revanche, cet enregistrement n'est **pas suffisant pour les produits contraceptifs** (préservatifs, pilules, et contraceptifs injectables) **et les matériels/services médicaux**, qui requièrent un processus assez lourd de **pré-qualification[7]:** certificats sanitaires, visite d'inspecteurs du FNUAP sur les sites de production etc. Cette évaluation, onéreuse (10 000 USD par société), est supportée financièrement par le FNUAP, qui, pour des raisons budgétaires, est amené à en limiter le nombre.

Contacts :
David Smith (Copenhague)
Chief Procurement Services Section
Tel: +45 35467367
dsmith@unfpa.org
Ms. Eileen Rugaard-Larsen
Assistante de David Smith
Tel: +45 3546 7365
eileen.rugaard-larsen@unfpa.dk

Appels d'offres internationaux parfois annoncés sur :
www.unfpa.org/procurement/current_bids.htm

[5] www.unfpa.org/procurement/form_vendor.htm en ligne ou par courrier : envoyer une liste des produits et services offerts, une brochure, et un rapport annuel ou un récent bilan financier de la société

[6] sur www.ungm.org

[7] Le **FNUAP collabore avec l'OMS** pour la pré-qualification des producteurs du secteur médical et pharmaceutique

Appels d'offres

Sélection d'appels d'offres en cours

Contact Ubifrance pour les appels d'offres de l'ONU en français : Isabelle Raux, tél. : 01.40.73.35.29, fax : 01.40.73.37.67, email : isabelle.raux@ubifrance.fr

Cette rubrique regroupe une sélection d'avis d'appels d'offres et d'expressions d'intérêt de l'ONU. Les avis sont disponibles en français tous les jours au fil de l'eau sur le site d'UBIFRANCE (http://proao.ubifrance.fr) et en anglais sur les sites des organismes des Nations Unies Ex :
IAPSO www.iapso.org, PNUD www.undp.org:procurement, services des achats : www.un.org/depts.html, UNICEF : www.unicef.org/supply/index_suppliers.html. Chaque organisme de l'ONU étant responsable de son approvisionnement.

1) Programme sur le développement d'un leadership féminin dans les hauts postes aux Nations Unies –Expression d'intérêt-
Détail du marché : Recrutement de consultants afin de permettre la conception, le développement et la mise en place de programmes sur le développement d'un leadership féminin dans les hauts postes aux Nations Unies conformément à la réforme de l'agenda du Secrétariat Général sur la parité homme/femme au niveau managérial.
Adjudicateur **:** Service des achats des Nations Unies
Contact : Narda Cupidore E-mail : cupidore@un.org-Fax : 917 367 0371
Réf **:** EOINC2975 Clôture : 06/11/2006

Référence UBIFRANCE : C0606907C
Contact UBIFRANCE : Gael Sabbagh
Tél: 01.40.73.37.57 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : gael.sabbagh@ubifrance.fr

Référence UBIFRANCE : C0611688C
Contact UBIFRANCE : Gael Sabbagh
Tél: 01.40.73.37.57 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : gael.sabbagh@ubifrance.fr

2) Session de formation aux médias – Etats-Unis (UNPS) – Expression d'intérêt
Détail du marché : Session de formation de trois jours sur les médias (droits des médias, interview téléphonique, radio et télévisé...) pour le personnel de la section Information au public du département OCHA.
Adjudicateur : Service des achats des Nations Unies
Contact : Min Duan E-mail : duanm@un.org Fax : (212) 963-3746
Réf : EOIMD42977. Clôture : 07/11/2006.

Référence UBIFRANCE : C0611656C
Contact UBIFRANCE : Gael Sabbagh
Tél: 01.40.73.37.57 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : gael.sabbagh@ubifrance.fr

3) Consultant pour évaluation des services de gardiennage et de nettoyage et préparation d'un appel à propositions – Expression d'intérêt
Détail du marché : Recrutement d'un consultant pour évaluer les services de gardiennage et nettoyage au siège des Nations Unies et dans les bureaux extérieurs et préparer un appel à propositions sur la fourniture de ces prestations aux différents bureaux ONU et au siège.
Adjudicateur : Service des Achats des Nations Unies
Contact : Narda Cupidore E-mail : cupidore@un.org Fax : (917) 367-0371
Réf : EOINC2982. Clôture : 03/11/2006

Référence UBIFRANCE : C0611658C
Contact UBIFRANCE : Gael Sabbagh
Tél: 01.40.73.37.57 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : gael.sabbagh@ubifrance.fr

4) Système rénovateur de sons et de montage audio Sequoia – Expression d'intérêt
Détail du marché : Les Nations Unies souhaitent se doter d'un système de rénovation du son par informatique et d'édition (montage) de bandes sons. Ce système de marque Sequoia devra permettre la formation en ligne pour les utilisateurs. .
Adjudicateur : Service des Achats des Nations Unies
Contact : Angela Sinon-E-mail : sinon@un.org-Fax : (212) 963- 1677/0377
Réf : EOIACS2978. Clôture : 10/11/2006

Référence UBIFRANCE : C0611571C
Contact UBIFRANCE : Gael Sabbagh
Tél: 01.40.73.37.57 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : gael.sabbagh@ubifrance.fr

5) Gestion et exploitation du kiosque à journaux des Nations Unies – Expression d'intérêt
Détail du marché : Offre de concession du kiosque à journaux des Nations Unies contre un loyer annuel minimum de 100.000 USD. Les Nations Unies considéreront favorablement des propositions de partage des revenus exprimé en tant que pourcentage du chiffre d'affaires brut. La proposition est que le contrat découlant de cet appel d'offres soit d'une durée de 3 ans, avec une option de prorogation pour une durée supplémentaire de 2 ans.
Adjudicateur : Service des achats des Nations Unies
Contact : Loila Madrigal. Email : madrigal@un.org, Fax : (212) 963-3746
Réf : EOILM2976. Clôture : 10/08/2006

Référence UBIFRANCE : C0611576C
Contact UBIFRANCE : Gael Sabbagh
Tél: 01.40.73.37.57 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : gael.sabbagh@ubifrance.fr

6) Equipements d'aérodrome – Expression d'intérêt
Détail du marché : Fourniture d'équipements d'aérodrome comprenant : des stations météorologiques fixes et portatives, des récipients en fer, des baromètres, une solution anti-poussière et pulvérisateur, manche à air éclairée et non-éclairée, ainsi que l'éclairage du site d'atterrissage de l'hélicoptère d'urgence. Les Nations Unies ont besoin de ces équipements pour les missions de terrain à travers le monde et pour le réassortiment régulier de son stock de déploiement stratégique situé à la Base Logistique des Nations Unies à Brindisi, en Italie. Il s'agit de mettre en place un contrat pour une durée de 5 ans composée d'une durée initiale de 3 ans assortie de 2 prorogations d'un an.
Adjudicateur : Ms. Nora Dias-Division de la comptabilité-
Fax: (212) 963-0377. E-mail: diasn@un.org. Web site: www.ungm.org
Réf : EOIND2971.Clôture : 03/11/2006

Référence UBIFRANCE : C0611768C
Contact UBIFRANCE : Jacques Guionnot
Tél. : 01.40.73.31.86 Fax : 01.40.73.37.67 e-mail : jacques.guionnot@ubifrance.fr

7) Acquisition de matériel et de logiciel informatique–Argentine– Appel d'offres
Détail du marché : Acquisition de logiciel et de matériel de restauration, de logiciel de traitement d'images, de serveur d'archives et de données, de stations de traitement d'images, du matériel pour stations de capture de données à distance et de commutateur 10/100/1000 Mo.

Adjudicateur : Proyecto ARG/06/005. Calle 7 e/ 45 y 46, 2º Piso, Of. 158. La Plata CP1900, Provincia de Buenos Aires. Argentina. Tel: (54-0221) 429-4522. E-mail: arg06005@ec.gba.gov.ar. Web site: www.ec.gba.gov.ar , www.undp.org.ar *Réf :* 04/06. Clôture : 11/12/2006

Agenda

Informations et contacts :
UBIFRANCE :
Isabelle Raux,
tél. : 01.40.73.35.29,
email : isabelle.raux@ubifrance.fr

Mission économique de New York :
Michel Roussellier
tél : +1 (212) 702 4984 Email :
michel.roussellier@missioneco.org

Opérations collectives sur les marchés de l'ONU

Ubifrance et la Mission économique de New York ont programmé des opérations collectives pour vous permettre de mieux connaître les marchés de l'ONU et établir des contacts directs :

- **Un séminaire à Marseille en décembre 2006 (le 7 ou le 8 décembre, à confirmer)**, en présence de responsables d'organismes d'acheteurs de l'ONU, avec possibilités d'entretiens individuels.
- **Une mission collective multisectorielle (biens et services) à New York au premier semestre 2007** pour rencontrer sur place des acheteurs de l'ONU.

Services aux sociétés

Contacts :
● Michel Roussellier, *conseiller*
tél : +1 (212) 702 4984, Email :
michel.roussellier@missioneco.org
fax : + 1 (212) 319 9633
● Julien Ravalais Casanova,
attaché commercial
tél : +1 (212) 702 4909
Email :
julien.ravalaiscasanova@missioneco.org

Adresse : *Mission Permanente de la France auprès des Nations Unies, Affaires commerciales*
245 East 47th street, 44th floor,
New York, NY 10017, Etats-Unis

Nos prestations personnalisées

Le pôle « Marchés de l'ONU » de la Mission Economique de New York est à la disposition de votre société pour toute prestation personnalisée liée à votre approche de ces marchés. Nous pouvons en particulier :

- Vous **représenter aux séances d'ouvertures publiques des plis** d'appels d'offres aux Nations Unies à New York et vous en rendre compte sous 24 heures. Toutes les informations annoncées oralement lors de l'ouverture des plis vous seront retransmises par écrit, vous permettant d'obtenir d'utiles renseignements sur les soumissionnaires concurrents et leur offre.
- Vous organiser un **programme de rendez-vous avec les acheteurs et prescripteurs des Nations Unies** basés à New York et vous accompagner aux entretiens.
- Par ailleurs, nous organisons régulièrement des **séminaires sur les marchés de l'ONU, en France et à New York** (par exemple à l'ONU en novembre dernier, voir www.eupf.org), avec des intervenants des principaux organismes acheteurs des Nations Unies.

Publication - 2005

Vendre à l'ONU : mode d'emploi
Etude de la Mission Economique
de New York, cellule Marchés de l'ONU

273 pages – 120 EUR HT

disponible sur :
www.missioneco.org/etatsunis/documents_new.asp?V=7_PDF_106508

Etude « Vendre à l'ONU : mode d'emploi »

Publiée en juin 2005, l'étude « Vendre à l'ONU : mode d'emploi » détaille les marchés de l'ONU et les procédures d'achats au sein des Nations Unies. Les principaux organismes acheteurs sont détaillés en 3 parties :

- les opérations de maintien de la paix et le Service des achats de l'ONU
- les organismes d'aide humanitaire et d'urgence (BCAH, UNICEF, HCR, PAM, FAO),
- les agences d'aide au développement (PNUD, FNUAP, UNOPS, OMS-PAHO).

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de NEW YORK (adresser les demandes à sao-etatsunis@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité
La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Éditeur :
Mission Économique
Adresse : 810 Seventh Avenue
38th Floor
NEW YORK, NY 10019
ÉTATS-UNIS

Directeur de la publication :
herve.ochsenbein@missioneco.org
Rédaction : julien.ravalaiscasanova@missioneco.org
Revue par : michel.roussellier@missioneco.org
Date de parution : 18 octobre 2006
ISSN : Portail Marchés Extérieurs - 1638-1610
Abonnement :
En ligne http://www.diffusion.dree.org/
Email abonnement :
julien.ravalaiscasanova@missioneco.org